

Maïeul Rouquette, servir par les livres et la théologie

Maïeul Rouquette, directeur de la CLCF (Centrale de littérature chrétienne francophone), basée à Strasbourg, évoque dans cet entretien réalisé pour la Fédération protestante de France son travail et les engagements qui le portent. La CLCF a été fondée par le Défap et son homologue suisse, DM, il y a exactement trente ans.



Maïeul Rouquette (deuxième en partant de la droite) lors d'un déplacement au Cameroun © Maïeul Rouquette / CLCF

La [Centrale de Littérature Chrétienne Francophone](#) (CLCF) fête ses 30 ans ! Cette association protestante cherche à soutenir les bibliothèques de théologie par des dons de livres et des formations. En effet, dans certains pays, les bibliothèques

ont du mal à se procurer certains ouvrages, pour des questions de coût ou d'accès. Cette démarche dit, en creux, l'importance que représente la théologie pour les Églises et la société.

Entretien avec **Maïeul Rouquette, docteur en théologie et directeur de la CLCF**, qui revient sur ce que lui a apporté son propre parcours en théologie. Il partage les raisons qui l'ont poussé à s'engager dans cette mission, notamment un intérêt marqué pour la solidarité internationale. Maïeul Rouquette nous parle également de l'importance de faire connaître les théologies venant des pays du sud, pour que la CLCF contribue à l'ouverture vers d'autres cultures et vers d'autres façons de penser Dieu.

Ce que fait la CLCF

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone est à la jonction entre les milieux protestants et universitaires de France, de Suisse et de nombreux pays. On retrouve ainsi dans son conseil d'administration Philippe Wasser, représentant de DM et Claire-Lise Lombard, représentante du Défap. La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique

(Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes. Avec des croisements réguliers avec les activités du Défap : c'est ainsi qu'en Haïti, elle a pu agir sur le terrain via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.



Des ouvrages reçus par la CLCF et qui doivent être triés avant d'être envoyés vers des bibliothèques d'Afrique, des Caraïbes ou du Pacifique... © CLCF

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. Ce service organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. On trouve aussi au Cameroun la FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, qui après avoir proposé des sessions de formation, s'est étoffée

avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente de ces équipes locales, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, propose une formation intensive d'auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Nord Cameroun : survivre et reconstruire

Dans l'Extrême Nord du Cameroun, les traces des intempéries qui avaient ravagé les cultures au cours de l'été 2022 sont toujours visibles. Pour les victimes privées de moyens de subsistance, la survie au quotidien reste difficile. L'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, avec le soutien du Défap, a organisé des opérations de distribution alimentaire.



En attente d'une distribution d'aide alimentaire par l'EFLC dans l'Extrême Nord du Cameroun © EFLC/Défap

Marie Kouvou est veuve, ce qui signifie qu'elle fait partie des populations les plus fragiles dans l'Extrême Nord du Cameroun ; et elle a cinq enfants à nourrir. Lorsque les pluies diluviennes ont frappé sa région au cours de l'été 2022, elle a perdu l'essentiel de ses moyens de subsistance, comme les autres habitants de son village. Marie Kouvou fait partie des bénéficiaires du projet d'aide mis en place par l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) – ce dont

elle se dit « vraiment fière ». Elle a reçu du maïs : une denrée vitale, le maïs étant la céréale la plus cultivée et la plus consommée au Cameroun, un peu comme l'est le riz dans d'autres régions du monde.

Ezira Vandï, marié et père de huit enfants, a également reçu de l'aide de l'EFLC : « Je ne pensais pas être sélectionné, me disant que se sont les choses des chrétiens, mais je suis surpris de voir que c'est tout le monde qui était appelé à en bénéficier ».



Marie Kouvou © EFLC/Défap

Ils et elles s'appellent Moïse Dari, Jérémie Koyang, Marcel Kodji, Jean-Paul Dari ; comme Marie Kouvou et Ezira Vandï, ils et elles font partie des victimes des pluies diluviennes de l'été 2022. En ce printemps 2023, la vie recommence, avec l'aide de l'Église fraternelle luthérienne du Nord-Cameroun, soutenue par le Défap, dont elle est l'une des Églises partenaires dans cette région. Mais l'aide de l'EFLC ne

couvrira pas tous les besoins, loin s'en faut : l'Église s'est concentrée sur le soutien aux familles les plus vulnérables des localités de Watir-Guili, Haou, Amsa et Kila. Or la zone touchée par les intempéries était bien plus vaste : dans toute la région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues s'étaient combinées durant l'été pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui avaient dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait ainsi, fin septembre 2022, 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga.

Des distributions d'aide qui renforcent le dialogue entre communautés



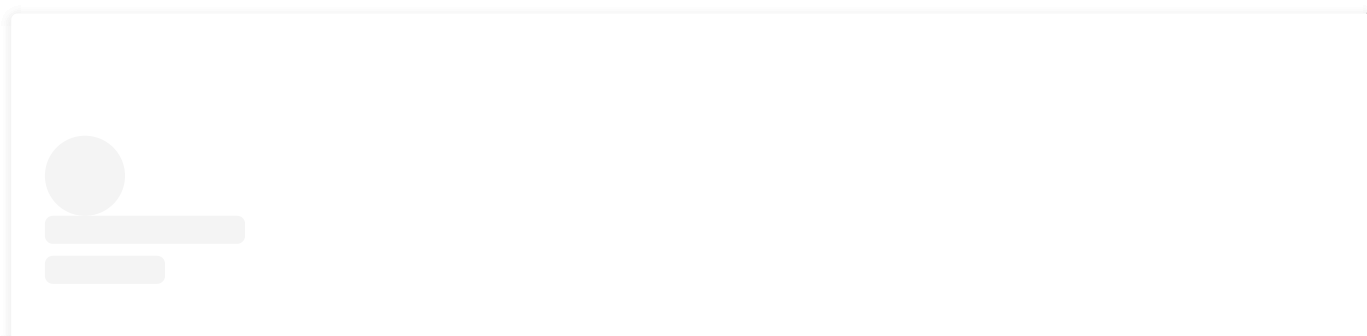
Distribution d'aide alimentaire © EFLC/Défap

Du côté de Mogodé et Bourha, où se place le projet d'aide de l'EFLC, c'est la grêle qui avait été tout particulièrement destructrice, avec un épisode qui, le 12 juillet, avait ravagé 600 hectares de champs, entraîné des pertes d'animaux et des destructions de bâtiments, blessant en outre plusieurs personnes. Par ses distributions alimentaires, l'Église est venue en aide, de manière directe ou indirecte, à environ 2000 personnes. Les autorités administratives et traditionnelles, ainsi que les leaders religieux ont été impliqués afin de

mieux atteindre les victimes, dans une zone enclavée et rendue difficile d'accès par le mauvais état des routes. Des distributions qui n'ont pas été réservées au seuls membres de l'Église, ni même aux seuls chrétiens : le projet d'aide a été ouvert aux autres confessions, comme aux musulmans – ce qui explique l'aide dont a pu bénéficier Ezira Vandj, à sa propre surprise. Car dans l'Extrême Nord du Cameroun, où les populations se mêlent et où chrétiens et musulmans vivent ensemble au quotidien, règne un *modus vivendi* fragile et que l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun est très attentive à préserver. Déjà, durant la guerre entre Tchad et Libye, la région avait vu arriver des milliers de fuyards venus de N'djamena. À partir de 2013, fuyant les jihadistes de Boko Haram, de nombreux réfugiés, essentiellement musulmans, étaient venus à leur tour des pays voisins du lac Tchad. L'EFLC avait alors fait tout son possible pour aider à leur intégration, par exemple en accueillant des élèves de toutes confessions dans une même école à Kousséri. Aujourd'hui, l'aide apportée par l'EFLC, pour modeste qu'elle soit face à l'ampleur des besoins, a aussi contribué à rapprocher les diverses communautés religieuses.

Pour cette aide d'urgence, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a reçu l'appui du Défap, et recevra bientôt également l'aide de la plateforme Solidarité Protestante. D'autres partenaires étrangers ont également répondu à l'appel de l'EFLC, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Mais le parcours de résilience sera long.

Retrouvez ci-dessous des images des opérations d'aide organisées par l'EFLC avec le soutien du Défap :



[Voir cette publication sur Instagram](#)

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Couloirs humanitaires : «Je

vous écris de Beyrouth...»

Depuis 2017, le programme des « couloirs humanitaires » permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée. Le Défap y participe à travers des envoyés, qui travaillent à Beyrouth pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Félicie, actuellement sur place, évoque la dégradation de la situation au Liban... et les traumatismes ravivés par les derniers séismes qui ont touché la Turquie et la Syrie.



Dans un camp de réfugiés au nord du Liban © Félicie pour Défap

Je vous écris de Beyrouth, assise dans la salle d'attente du consulat français. Ce matin, le programme des Couloirs Humanitaires accompagne une famille pour une demande de Visa pour la France.

J'ai essayé un peu de les détendre ce matin, comme je le fais avant chacun de ces passages, qui constituent toujours une grande angoisse pour les familles. En effet, pour eux cet entretien va déterminer le cours d'une vie et plus que cela, le droit à la vie.

Depuis mon arrivée en tant que VSI au Liban, le pays n'a fait que de se dégrader de manière abyssale. Les conditions de vie et de sécurité des personnes réfugiées que j'accompagne dans le cadre des Couloirs Humanitaires se dégradent conjointement.

« Nous ressentons les secousses de chacun des séismes »



De face, en bleu, Soledad André ancienne VSI envoyée par le Défap ; à sa droite, avec le pantalon moutarde, Félicie, actuelle envoyée travaillant sur le programme des couloirs

Malgré les difficultés de mener une mission dans des conditions si volatiles, je vois un réel bond dans ma professionnalisation. Il faut composer au quotidien avec les différentes situations, économiques, politiques et sécuritaires. Sans cesse renforcer les partenariats, rechercher des solutions. Il faut innover dans la communication et la prise en charge de l'accompagnement légal, psychique et social des familles.

Je suis passionnée par ce que je fais ici et sens que les bénéficiaires, les collègues et les collectifs d'accueil en France ressentent la qualité de travail que je tente de fournir.

Dans cette lettre je souhaite attirer l'attention sur la situation toute particulière que nous vivons actuellement de par les séismes que le Liban ressent depuis le 6 février. Nous ressentons les secousses de chacun des séismes et des répliques de la faille en Turquie. Cela ravive les traumatismes auprès des familles réfugiées au Liban, qui ont vécu la peur des bombardements. Il s'agit d'une nouvelle vague de détresse. Les habitations et les tentes ont été fissurées. Les familles sont inquiètes pour leurs proches en Syrie. Je suis de très près les conséquences du séisme du 06 février, qui engendre une nouvelle vague de déplacements, de nouveaux stratégies géopolitiques et, fort malheureusement, de nouvelles inégalités de prise en charge des populations en fonction de leur nationalité.

À part ces nouvelles du terrain, assez inquiétantes pour les populations de cette région du monde, je suis toujours très heureuse au Liban. Mon fils a appris l'arabe et l'anglais en un an et demi, j'en suis très fière. Nous avons rencontré beaucoup d'amis, et souhaitons continuer encore quelques temps cette aventure libanaise, tant qu'elle sera vivable au moins pour nous chanceux, détenteurs de passeports européens et de

salaires en devise stable.

Félicie

Tunisie : la solidarité face aux tensions

Depuis les propos incendiaires du président tunisien dénonçant les migrants subsahariens, les tensions ont brusquement augmenté, avec de véritables chasses à l'homme dans certaines villes, mais aussi des manifestations contre le racisme. L'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap est en lien et qui accueille de nombreux migrants et étudiants subsahariens, s'efforce d'aider ceux qui craignent désormais de sortir dans la rue.



*Une réunion des paroissiens de l'Église Réformée de Tunisie ©
ERT*

« Il y a un climat de méfiance dans le pays : on sent de la peur chez les Subsahariens, et de la peur chez les Tunisiens. Dans la rue, les regards ont changé. Mais il y a aussi des gens qui montrent de la compassion ; certains qui m'abordent pour me dire des paroles de soutien... Des commerçants qui nous proposent de la farine, et c'est d'autant plus précieux quand on sait les pénuries que connaît le pays... » Depuis le discours du président tunisien Kaïs Saïed dénonçant un complot qui aurait pour but de remplacer la population tunisienne par des migrants subsahariens, Freddy a vu la situation se tendre brusquement : des violences ont éclaté, de véritables chasses à l'homme ont été lancées contre les migrants. Des manifestations ont aussi été organisées pour dénoncer le racisme. Mais le président tunisien n'est pas revenu sur ses propos. Ils ont même été légitimés ou amplifiés par certains responsables tunisiens, comme le ministre des Affaires étrangères, Nabil Amar. Ou comme l'ambassadeur de Tunisie au

Congo : « Il est allé propager des rumeurs horribles, parlant de migrants qui seraient descendus dans les rues de Sfax avec des machettes, qui auraient tué une femme, relate Freddy. C'est absolument sans fondement, personne n'a trouvé trace d'un tel fait-divers. »

Freddy est pasteur de l'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap entretient une longue histoire : fondée par un missionnaire de la SMEP il y a plus de 130 ans, et longtemps fréquentée principalement par des Français, des Suisses, des Belges, des Américains ou des Anglais, elle a vu sa sociologie se transformer profondément au tournant des années 2000 avec le développement de l'immigration subsaharienne. Freddy en est lui-même une illustration, puisqu'il est né en République démocratique du Congo. Migrants ou étudiants subsahariens sont nombreux à fréquenter les cultes dominicaux. En temps ordinaire, du moins. Car depuis les déclarations de Kaïs Saïed, ils n'osent plus sortir dans la rue. « Dimanche dernier, il n'y en avait que quelques-uns au culte », témoigne une volontaire européenne qui travaille pour une association liée à l'Église.

Les propos incendiaires du président tunisien ne sont pourtant pas venus de nulle part. Ce dont ils témoignent, c'est de la fuite en avant d'un régime de plus en plus répressif, mais incapable de régler la crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le pays.

Les origines de la crise

Une inflation à plus de 10% et des pénuries quotidiennes : en Tunisie, on manque de lait, de farine, de viande, d'œufs, d'huile... L'impact de la guerre en Ukraine est bien présent : le prix des matières premières et notamment celui des céréales, utilisées pour nourrir le bétail, a grimpé en flèche depuis le début du conflit. Mais comme le reconnaît lui-même Samir Saïd, le ministre de l'Économie, cette guerre n'a fait qu'empirer une crise préexistante. Si la « révolution du

jasmin », en 2011, a provoqué le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali et servi de facteur déclencheur au « printemps arabe », elle s'est aussi traduite par une décennie de croissance perdue dans une économie multipliant les facteurs de blocage et incapable de se réformer : entre 2011 et 2019, la croissance du produit intérieur brut est tombée à 1,7% en moyenne. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des coûts de l'énergie, le pays peine désormais à boucler son budget et attend du Fonds monétaire international un prêt de 1,9 milliard de dollars, en échange d'un programme de réformes économiques drastiques.



Un culte de l'Église Réformée de Tunisie © ERT

Au-delà du chômage et des pénuries, les espoirs déçus de la révolution de 2011 ont aussi une traduction politique : en janvier dernier, le second tour des législatives a été marqué par une abstention de près de 90 %. Un désenchantement qui profite aux rhétoriques populistes comme celle de l'actuel

chef de l'État tunisien. Élu en 2019 à la faveur d'un vote qui avait marqué un rejet massif des élites sorties de la révolution tunisienne, Kaïs Saïed devait sa popularité à sa dénonciation de la corruption et à son image d'ascète et d'homme modeste. Depuis, l'homme a amorcé un net virage autoritaire, s'est attaqué à l'équilibre institutionnel issu de la Constitution de 2014 en s'octroyant les pleins pouvoirs constitutionnels, puis en bloquant les activités du Parlement avant de le dissoudre. En juillet 2022, il a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution caractérisée par un pouvoir exécutif fort et faisant référence à l'islam comme source du droit. Parallèlement, les voix dissidentes étaient muselées. Les mesures de répression visant une opposition pourtant atone sont devenues de plus en plus fréquentes, les motifs les moins crédibles devenant prétextes à arrestations. Le week-end du 11 au 13 février a ainsi été marqué par une vague d'interpellations de personnalités proches de l'opposition, suscitant dès le lundi 14 les commentaires inquiets du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, « face à l'aggravation de la répression contre ceux qui sont perçus comme des opposants politiques ».

« L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait »

En désignant désormais les migrants subsahariens à la vindicte populaire, Kaïs Saïed joue la stratégie du pire. L'ancien président tunisien Moncef Marzouki a fustigé des propos « lamentables et irresponsables » dont l'impact « a été catastrophique ». L'Union africaine a dénoncé des « déclarations choquantes ». Mais les effets au quotidien risquent de durer. « Maintenant, il suffit d'avoir la peau noire pour risquer de se faire agresser dans la rue, témoigne Freddy. Même si on a des papiers en règle. Et même si on a la nationalité tunisienne ». Certains étudiants craignent aujourd'hui de rejoindre leur école pour suivre les cours, et risquent de ne pas pouvoir finir leur cursus. Quelques-uns ont

vu leur appartement visité et cambriolé. Freddy évoque aussi la situation de familles chassées du jour au lendemain par leur propriétaire, et qui se sont retrouvées à la rue en pleine nuit avec leurs enfants.

Face à ces tensions, l'Église tente de s'organiser. « On a apporté à manger à des étudiants qui n'osaient plus sortir », témoigne Freddy, qui ajoute, lucide : « Pour moi, ces propos du président, c'est destiné à distraire le peuple ». Mais beaucoup de Tunisiens qu'il rencontre n'en sont pas dupes : « L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait en pleine pénurie. On sent que des Tunisiens voudraient dire pardon aux Subsahariens pour les propos de leur président. »

Franck Lefebvre-Billiez

Liban : les enfants de la crise

Élèves en décrochage scolaire du fait des crises à répétition des écoles libanaises, enfants de familles syriennes ayant fui la guerre et qui n'ont jamais été scolarisés : ce sont quelques-uns des profils d'élèves accueillis dans l'école où travaille Noémie, envoyée au Liban par le Défap. Des enfants qui ont déjà vécu trop de choses, mais attachants malgré leurs difficultés à s'adapter aux attentes du milieu scolaire... Témoignage.



Noémie avec ses élèves © Safe Haven, Beyrouth

Quel est le cadre de votre mission ?

Noémie : Je suis actuellement VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au Liban, pour une mission de deux ans. Je suis co-envoyée par le Défap et un autre organisme protestant : Mena. Je suis enseignante de français dans un centre d'éducation pour enfants dits « à risque », qui n'ont pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions.

Quels sont leurs profils ?

Il y a tout d'abord beaucoup d'élèves syriens. Un grand nombre de réfugiés sont arrivés de Syrie au cours des dix dernières années, et les familles n'ont pas toujours pu scolariser leurs enfants parce qu'il n'y avait pas de place dans les écoles ; ou alors, uniquement dans des écoles privées, qui sont payantes, et les frais de scolarité sont hors de portée de parents ayant fui la Syrie. Deux des classes sont pour des enfants plus âgés, dix ans ou plus, et qui n'ont jamais été scolarisés. C'est donc leur première année ; et le projet de ce centre, c'est de leur permettre d'entrer dans les apprentissages, en espérant qu'ils puissent rejoindre un circuit d'enseignement classique.

Un deuxième profil d'élèves que l'on trouve dans cette école : des enfants majoritairement libanais, qui sont scolarisés le matin dans des écoles publiques, et pour lesquels il faut faire du soutien scolaire. Comme le reste du pays, les écoles publiques sont en crise au Liban : elles ont été très souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux, à l'épidémie de Covid-19, à l'explosion du port de Beyrouth, aux nombreuses grèves... Du coup, les inégalités se sont creusées entre les enfants de familles qui avaient la possibilité d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et les autres, qui ont très peu progressé dans leurs apprentissages. Or les cours se poursuivent comme si l'école n'avait jamais arrêté, les programmes n'ont pas évolué en fonction de toutes ces interruptions, et les attentes vis-à-vis des élèves ne prennent pas en compte le retard pris dans les cours : on pourra demander par exemple à des classes de primaire de lire

des textes en sciences... alors que les bases de la lecture ne sont pas maîtrisées.

Il y a aussi un programme pour les plus petits, destiné surtout à des enfants de réfugiés syriens qui risquent d'avoir du mal à entrer dans les apprentissages et à s'habituer à l'école. On leur apprend à tenir un crayon, on leur montre des livres, des albums... Il s'agit aussi de leur apprendre à suivre des consignes, écouter l'enseignante, travailler en groupe...

Quelles ont été vos premières impressions du Liban ?

Contradictaires. D'un côté, j'apprécie beaucoup l'accueil ; l'hospitalité est une valeur très importante... Spontanément, les gens m'invitent, ils ont envie de me faire découvrir leur culture. Ils se montrent honorés et touchés que je fasse l'effort d'apprendre l'arabe. Ils me font découvrir la gastronomie du pays. Mais d'un autre côté, on voit bien que tout le pays est en crise ; et ceux que j'interroge ont un regard assez pessimiste sur la situation de leur propre pays. Il est difficile pour eux de se projeter dans l'avenir. La pauvreté est visible dans les rues : des enfants mendient, trient des déchets...J'ai aussi rencontré des personnes âgées qui ont plus de 70 ans et qui doivent travailler, faute de système de retraite. Ça fait mal au cœur.



Élèves de l'école où travaille Noémie © Safe Haven, Beyrouth

Et vos premières impressions du lieu où se déroule votre mission ?

À mon arrivée, j'ai été d'emblée immergée dans la culture locale. Au quotidien, mes collègues parlent arabe : j'ai dû m'adapter, même si je manque encore de maîtrise de la langue. Mais j'ai été aidée jour après jour, on m'a tout expliqué du fonctionnement de l'école.

Pendant tout le mois de décembre, j'étais en phase de découverte : j'ai pu voir comment travaillaient les autres enseignants, donner des coups de main, faire connaissance avec les enfants... C'était une période assez festive : au début du mois, on fête la Sainte-Barbe – une tradition importante dans la culture libanaise. Ensuite, il y a eu Noël. C'était un bon contexte pour apprendre à connaître les élèves.

Puis, au mois de janvier, j'ai vraiment commencé à enseigner après avoir vu, en concertation avec la directrice, sur quels projets je pouvais m'impliquer. J'anime donc, le matin, un atelier d'initiation au français pour les élèves des deux classes de maternelle ; et l'après-midi, je fais de l'aide aux devoirs. J'ai aussi commencé à enseigner les maths dans une des classes destinées aux élèves plus âgés qui n'ont jamais été scolarisés. Ce qui présente quelques difficultés : d'abord, bien sûr, il faut que je maîtrise les nombres en arabe ; ensuite, et c'est le principal défi, ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école ont des niveaux très hétérogènes, et aucune habitude de ce qui est attendu des élèves. Ils ont du mal à rester assis, à tenir un crayon, à se repérer dans le temps (ils peuvent confondre les jours de la semaine ou les mois du calendrier)... C'est donc par là que j'ai commencé : leur apprendre à se repérer dans un calendrier. Puis je me suis mis à reprendre les bases en mathématiques. Ce qui me touche, même s'ils sont chahuteurs, c'est qu'ils sont très désireux d'apprendre et très respectueux, on sent chez eux une envie de s'impliquer et d'apprendre. Ils sont très attachants.

Quelles images, quels souvenirs vous ont le plus marquée depuis votre arrivée au Liban ?

Ma colocataire et moi avons été invitées dans une famille de réfugiés syriens : nous avons vécu là des moments forts, parmi des gens très accueillants. Il nous était difficile de communiquer du fait de l'obstacle de la langue... et pourtant, nos hôtes avaient tellement envie de nous accueillir ! Je me souviens d'une petite fille de douze ans qui a joué le rôle de la maîtresse de maison à notre arrivée, qui nous a servi le thé : elle était très touchante...

Une autre image qui me revient : celle d'une petite fille de maternelle, à l'école où je travaille. Une élève très agitée, qu'il faut tout le temps rappeler à l'ordre : nous savons qu'elle vient d'une famille nombreuse où elle n'a peut-être

pas toute l'attention dont elle aurait besoin. À la fin d'un cours, elle m'avait demandé de lui lire une histoire, dans un livre qu'elle avait avec elle : c'était « La petite marchande d'allumettes ». C'est une histoire triste ; on y parle de pauvreté, de froid, d'hiver, de mendicité... Je ne voulais pas lui lire la fin car elle est vraiment désolante. Et elle m'écoutait, très attentive... Je me suis demandée pourquoi cette petite fille voulait que je lui lise précisément ce livre. Je ne suis pas du tout sûre qu'un élève de son âge, dans une classe en France, aurait eu le même intérêt pour une telle histoire... Et elle a rapporté le même livre semaine après semaine. Elle voulait toujours que je le lui lise. Je me demandais quel écho cette histoire éveillait chez elle. J'étais très touchée de vivre ces moments-là avec elle.

J'ai aussi été frappée de la réaction des gens lors du séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie. On l'a ressenti aussi au Liban, mais pas très violemment ; pourtant, il y a eu une forte émotion toute la semaine. Certains disaient que les secousses leur avaient rappelé l'explosion du port de Beyrouth. On sentait que c'était un moment qui ravivait pas mal de traumatismes. Et parmi les familles syriennes, beaucoup ont encore perdu des proches...

Congo : promouvoir l'éducation à la paix

Dans un pays dont l'histoire récente est marquée par des violences récurrentes et des déplacements de population, l'Église Évangélique du Congo (EEC) essaie

de contribuer à construire une paix durable et une société apaisée. Ce qu'elle fait à travers une structure créée en 2003, l'Action Évangélique pour la Paix (AEP). En lien notamment avec l'École de la Paix de Grenoble pour les outils pédagogiques, l'AEP a déjà réalisé plusieurs projets visant à sensibiliser de nombreux jeunes, notamment dans des écoles et collèges.



Une session de formation organisée par l'AEP © AEP

Partenaires

- Église Évangélique du Congo (EEC)
- Action Évangélique pour la Paix (AEP)

Objectifs

Contribuer à la culture de la paix et de non-violence dans les établissements scolaires publics et confessionnels.



Le local de l'AEP © AEP

Contexte

La République du Congo a été frappée ces dernières années par des violences importantes, dont la guerre civile entre 1997, 1998 et 2002 et les troubles dans le département du Pool après les élections présidentielles de 2016. Ces violences ont provoqué des pertes humaines et des déplacements de populations par centaines de milliers. À plusieurs reprises, ces violences ont surtout concerné l'agglomération de Brazzaville, ce qui a engendré des départs massifs depuis Brazzaville vers le département du Pool, puis en 2017, en sens inverse. Cette histoire récente et les oppositions politiques récurrentes liées à des conflits d'ordre ethnique amplifient l'agressivité liée à la pauvreté et aux disparités sociales.



Envoyée du Défap en république du Congo, pour travailler en lien avec l'AEP, rencontrant le président de l'EEC, le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua © AEP

L'association AEP est une structure créée en 2003 par l'Église Évangélique du Congo (EEC), comme contribution aux efforts de construction d'une paix durable, en voulant « changer les mentalités ».

Depuis sa création, avec les appuis renouvelés du Défap et de la Cimade, puis du Programme Concerté Pluri-Acteurs, et aussi de l'École de la Paix pour les outils pédagogiques, l'AEP a déjà réalisé plusieurs projets pour la jeunesse (écoles, collèges, écoles du dimanche et autres groupes) permettant la sensibilisation de milliers de jeunes. Le Défap lui a aussi manifesté son soutien à travers l'apport d'une envoyée.

Solidarité chrétienne et

appels à l'aide après les séismes en Turquie et Syrie

L'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire du Défap, relaie les demandes d'aide des Églises de Syrie et appelle aux dons après le double séisme qui a frappé, lundi 6 février, le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie. D'autres organismes chrétiens de solidarité internationale sont également mobilisés sur le terrain. Le nombre de victimes augmente d'heure en heure, alors que le travail des sauveteurs est considérablement gêné par les répliques qui se poursuivent et par la baisse des températures.



Image des dégâts du séisme à Alep © Presbyterian Church of Aleppo

[« Urgence Syrie » : faites un don](#)

La première secousse a eu lieu dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023, à 4h17 du matin : d'une magnitude de 7,8, elle a frappé le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie – une région très exposée aux tremblements de terre. Des dizaines de répliques ont suivi, avant un nouveau séisme de magnitude 7,5 qui s'est produit neuf heures plus tard sur une faille voisine. Ce double séisme est le plus important en Turquie depuis le tremblement de terre du 17 août 1999, qui avait causé la mort de 17.000

personnes. Le tremblement de terre a aussi été ressenti au Liban et à Chypre. Selon l'institut géologique danois, la secousse a été enregistrée jusqu'au Groenland.

En dépit de la mobilisation internationale pour acheminer des secours, le bilan est terrible et s'alourdit d'heure en heure : il était de 4.300 morts et 19.000 blessés pour la Turquie et la Syrie au matin du 7 février. Un très grand nombre de victimes restent piégées sous les décombres des bâtiments effondrés. La pluie et la neige, les répliques qui se poursuivent (elles pourraient durer plusieurs jours) et la baisse des températures compliquent énormément le travail des sauveteurs. La Turquie est le pays totalisant le plus grand nombre de victimes. Mais en Syrie, ce double séisme vient s'ajouter à une situation de guerre qui gêne les opérations de secours. Les derniers bilans disponibles dans ce pays étaient les suivants mardi matin : dans la partie de la Syrie contrôlée par les forces gouvernementales, 1.431 blessés et 711 morts dans les province d'Alep, Lattaquié, Hama, Tartous ; et dans les zones sous contrôle des rebelles, au moins 733 morts et plus de 2.100 blessés, selon les Casques blancs (volontaires de la protection civile).

Syrie : tout manque après 12 ans de guerre

C'est précisément en Syrie que l'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire du Défap, est en lien avec des communautés protestantes : le Synode Arabe (NESSL) et l'Union des Églises évangéliques arméniennes au Proche-Orient (UAECNE). Elle a lancé un appel aux dons, relayant la demande d'aide de ses deux Églises partenaires. « Les communautés et les écoles protestantes du Nord de la Syrie ont ouvert leurs locaux pour accueillir et aider des centaines de personnes en recherche de lieux sûrs et chauffés », indique le pasteur Mathieu Busch, directeur de l'ACO. « Les Églises demandent notre soutien dans les jours et les semaines à venir pour fournir de l'aide aux personnes dans le besoin : alimentation, eau potable, fuel pour produire de l'électricité et du

chauffage, aide au logement. » [Pour connaître les modalités de dons, en ligne ou par chèque, rendez-vous sur le site de l'ACO.](#)



Hébergement d'urgence de familles privées de toit après le séisme © Aleppo College

« Cette nouvelle épreuve, rappelle le pasteur Mathieu Busch, survient dans un contexte économique et social désastreux lié à douze années de guerre (pénuries d'énergie, de carburant, d'eau courante, de moyens de chauffage) et en pleine saison hivernale (pluies et froid). Et tout en appelant aux dons, il souligne que « l'Action Chrétienne en Orient est en mesure de faire parvenir votre soutien rapidement à nos Églises sœurs ».

D'autres organismes chrétiens de solidarité internationale, membres notamment du collectif Asah (Association au Service de l'Action Humanitaire) dont fait partie le Défap, sont

également mobilisés sur place. C'est le cas de Medair, spécialisé dans les actions d'urgence, qui intervient en Syrie, dans la région d'Alep. C'est le cas du SEL, via un partenaire local chrétien lié à l'Alliance Évangélique Libanaise. Le réseau international ADRA prépare également une aide d'urgence en Syrie, notamment de l'hébergement d'urgence.

Mathieu Bush : « Les nouvelles sont très difficiles »

« Les nouvelles de nos amis d'Alep sont très difficiles. Les répliques sismiques n'ont pas arrêté depuis la nuit dernière.

Il pleut et fait très froid (et il y a peu de chauffage en raison des pénuries de fuel et d'électricité). La plupart des gens préfèrent ne pas dormir chez eux par peur d'un nouveau séisme d'ampleur et de l'effondrement possible de nouveaux immeubles. Beaucoup sont dans leurs voitures, d'autres dans des lieux publics, ou au rez-de-chaussée des habitations. Ainsi le pasteur Bchara et son épouse Houri sont réunis dans le bureau de l'Église du Christ avec une douzaine d'autres personnes qu'ils ont accueillis. Ils vont passer la nuit ensemble pour se soutenir et s'entraider, et vont peu dormir. »

« Nous les portons dans nos pensées et prières ainsi que toutes les populations et victimes de cette grande région touchée par le séisme en Turquie et en Syrie. À Alep même il y a parmi les victimes un prêtre catholique décédé sous les décombres de son logement. »

« Au Liban aussi beaucoup de personnes ont fortement ressenti le séisme et ses répliques et certains préfèrent dormir à l'extérieur, dans des stades ou autre... »

Bénin : décès de Nicodème Alagbada, ancien président de l'EPMB

Nicodème Alagbada, qui avait présidé l'Église protestante méthodiste du Bénin (EPMB) de 2010 à 2017, s'est éteint dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023. Il avait également dirigé l'organe transitoire mis en place par le président de la République Patrice Talon pour gérer la crise qu'avait traversée l'Église. Le chef de l'État béninois est allé présenter ses condoléances aux proches du disparu.



Nicodème Alagbada – archives © Défap

La disparition de Nicodème Ibiladé Alagbada, ancien président de l'Église protestante méthodiste du Bénin, a été annoncée ce lundi 6 février 2023. Il est décédé à Yaoundé, au Cameroun, où il dirigeait les éditions CLÉ depuis son départ de la tête de l'EPMB. Il avait été hospitalisé après s'être plaint de maux de tête et de fatigue, avant de succomber à l'hôpital militaire de Yaoundé en cours de nuit.

Quelques heures après l'annonce de ce décès, le président de la République béninoise, Patrice Talon, s'est rendu chez le défunt en compagnie d'un autre ancien président de l'EPMB, Simon Kossi Dossou ; tous deux ont présenté leurs condoléances aux proches du disparu et à l'Église.

Patrice Talon et Nicodème Alagbada avaient tous deux joué un rôle important dans la réunification de l'EPMB, victime d'une grave crise qui avait abouti à 19 ans de division de fait, de 1998 à 2017. Nicodème Alagbada avait été président de l'aile EPMB Synode, qui s'opposait à l'EPMB Conférence durant la phase aiguë de cette crise ; il avait ensuite présidé l'OTG (Organe transitoire de gestion) mis en place sous la médiation du président Patrice Talon, qui avait permis de ramener la paix au sein de l'Église. Cette réconciliation avait été célébrée lors d'un synode général au cours de l'été 2017, qui avait vu l'élection de l'actuel président de l'EPMB : le pasteur Kponjesu Amos Hounsa.

Nicodème Alagbada était né le 10 mai 1959 à Takon (Sakété). Il était entré au ministère pastoral en 1988. Il avait également été maître de Conférences de la Faculté de Théologie et Sciences religieuses de l'Université protestante d'Afrique de l'ouest (UPAO) de Porto-Novo et président du conseil d'administration de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC) de Yaoundé.

Le Bénin est un pays où le Défap suit depuis longtemps des projets en lien avec l'EPMB, une Église qui revendique 90 000 membres répartis dans 420 paroisses, desservies par 72

pasteurs, et qui a lancé dès le début de 2022 les festivités des 180 ans de son implantation dans ce pays.

Courrier de mission : Être témoin de paix en Israël et Palestine

Pour ce mois de janvier 2023, Marion Rouillard a reçu Marilyn, une volontaire du programme EAPPI, dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Après trois mois de présence au Proche-Orient, elle témoigne de sa mission : « accompagner les populations les plus fragiles, les plus exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux violations des droits de l'homme ». Les volontaires du programme EAPPI, mis en place en 2022 par le Conseil œcuménique des Églises, viennent d'une vingtaine de pays ; en France, leur suivi administratif est assuré par le Défap. Décrire à leur retour ce qu'ils ont vécu, à travers des lettres ou des cycles de conférences, fait partie de leur engagement.



Vue du camp de bédouins de Khan Al Ahmar © EAPPI

L'arbitraire et les humiliations auxquels sont soumis les Palestiniens qui doivent quotidiennement franchir des « checkpoints » tenus par l'armée israélienne afin d'aller travailler ; le récit d'une audience devant un tribunal militaire... Marilyn a passé trois mois en Palestine dans le cadre du programme EAPPI et, en ce mois de janvier 2023, elle témoigne au micro de Marion Rouillard. Ce programme vise à accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés en vue de mettre fin à l'occupation. Les participants suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit international humanitaire, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous

ceux qui luttent contre l'occupation. EAPPI cherche aussi à fournir des informations fiables et à jour sur la situation d'occupation.

L'envoi d'observateurs œcuméniques dans le cadre d'EAPPI a repris en 2022 après deux ans d'arrêt notamment pour cause de pandémie de Covid-19. Ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniment program in Palestine and Israel, est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent part est assuré par le Défap.

EAPPI : le témoignage de Marilyn au micro de Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 janvier 2023 sur Fréquence Protestante

Comme le décrit Marilyn, les participants de ce programme, qui viennent d'une vingtaine de pays et sont présents trois mois sur place, « accompagnent les populations les plus fragiles exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux violations des droits de l'homme ». Les « checkpoints » sont un des lieux emblématiques où sont déployés les observateurs d'EAPPI. Des milliers de Palestiniens, habitant en Cisjordanie et rejoignant leur lieu de travail en territoire israélien, doivent y patienter des heures chaque jour, dans des conditions pénibles ; et leur passage peut être à tout moment refusé sans raison valable. La présence de témoins étrangers ne change guère les relations entre Palestiniens et soldats israéliens : « Nous sommes tolérés », admet Marilyn. « Je ne crois pas que notre présence soit tellement dissuasive » face aux violations de droits. Toutefois, « elle aide les Palestiniens. Ils savent qu'ils peuvent avoir auprès de nous une écoute bienveillante ». Surtout, les observateurs

œcuméniques témoignent dans leurs rapports de ce qu'ils peuvent voir au quotidien.

« Nous avons deux missions, souligne Marilyn : observer les événements vécus et envoyer des rapports quotidiens aux grandes ONG de défense des droits de l'homme, à l'Onu, à l'équipe locale à Jérusalem qui est sur place et nous accompagne. » Les passerelles avec les ONG locales sont importantes : « nous sommes tenus de rencontrer régulièrement des associations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme », souligne Marilyn. Pas question en revanche d'intervenir directement, d'entrer en dialogue avec les soldats israéliens pour comprendre les raisons qui les poussent à refouler telle personne au checkpoint... Et c'est l'un des aspects les plus difficiles de ce type de mission. Marilyn évoque le cas d'une jeune femme dont le passage a été refoulé à Bethléem au « checkpoint 300 » : « elle avait toutes les autorisations, une pièce d'identité, des documents médicaux qui précisaient les raisons de sa visite... Elle a été refoulée alors qu'elle devait aller voir son enfant hospitalisé en cancérologie. Elle nous a dit qu'elle réessaierait plus tard, au bout de quelques heures, quand les soldats qui l'avaient refoulée ne seraient plus là... »



L'une des missions des accompagnateurs œcuméniques : assurer une présence et témoigner au niveau des checkpoints tenus par l'armée israélienne. Ici, celui de Kalendia © EAPPI

Au cours de cette même mission, Marilyn, en compagnie d'autres observateurs œcuméniques, a eu aussi « le privilège d'assister à une audience du tribunal militaire israélien » qui juge les Palestiniens soupçonnés de violences. Une présence très encadrée : « pas le droit de prendre de photos, les passeports devaient être laissés à l'entrée ; on avait le droit de prendre des notes ». Pas moins de « douze jeunes Palestiniens » devaient y être jugés ; ils avaient « entre 16 et 22 ans ». Au cours de cette audience, « les avocats avaient trois minutes pour défendre chaque jeune. Parfois, ils n'avaient même pas eu accès au dossier de leur client ».

Ce dont témoigne aussi Marilyn, habituée de la région, où elle vient régulièrement depuis 2003, c'est du durcissement des relations entre Israéliens et Palestiniens : « Les choses se sont vraiment dégradées. La colonisation a fait beaucoup de dégâts, l'occupation militaire aussi ». Au point de se demander à quoi pourrait ressembler la paix aujourd'hui... « Mais si on n'a pas cet espoir, autant rester au lit ! » Après cette expérience, Marilyn envisage d'ailleurs de repartir dans le cadre de ce programme : « C'est mon vœu le plus cher. C'est un programme magnifique qui mérite d'être mieux connu. J'encourage toutes les personnes éprises de justice et de paix d'aller à la rencontre », non seulement des Palestiniens, mais aussi « des associations israéliennes, au sein desquelles il y a des gens magnifiques qui œuvrent aussi ». Et de souligner, en conclusion, que « l'office de Jérusalem attend des Français. »

Depuis le lancement du programme EAPPI, les Églises membres du COE ont recruté plus de 2000 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles, pour des missions de trois mois dans les six lieux d'engagement en Cisjordanie. Le programme assure ainsi la présence continue de 25 à 30 accompagnateurs

et accompagnatrices œcuméniques, soutenus par l'équipe de Jérusalem. Un Groupe de référence local représentant les communautés et Églises qui ont demandé à bénéficier du programme contribue à l'orientation de ce dernier, avec l'équipe du COE à Genève et les coordinatrices et coordinateurs nationaux dans les pays d'envoi. Dans le cadre de ce programme, EAPPI-France s'est fixé comme objectif d'envoyer au moins un ou deux volontaires par an.

Six projets solidaires à soutenir en 2023

Aider à lutter contre la désertification en Tunisie, développer la formation à l'énergie solaire à Djibouti, favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, soutenir les petits commerces de femmes en grande précarité en République Démocratique du Congo ou promouvoir le rôle des femmes au sein de l'Église, éduquer à la paix et au développement durable au Burundi : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2023 du carnet de solidarité de l'UEPAL.



Vue du carnet de solidarité 2023 de l'UEPAL © UEPAL

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez [consulter ici](#) ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Ce projet est également [présenté par le Défap à l'occasion de l'édition 2023 de Hope 360](#), événement sportif et festif organisé par le collectif Asah pour promouvoir des projets d'engagement chrétien dans le domaine de la solidarité

internationale. [Plus d'informations ici](#).

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l'Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l'insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population, principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-

pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

[Plus d'informations ici.](#)

République centrafricaine : Des jardins pour nourrir Bangui



*Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association
A9 © A9*

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de

terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000

ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

RDC : Renforcer la place de la femme dans les Églises



Remise des diplômes en décembre 2021 aux participants à la formation continue sur « Église et leadership » à l'ULPGL © ULPGL

Dans un pays comme la République Démocratique du Congo, les Églises sont des acteurs sociaux majeurs. Elles gèrent des

écoles, des hôpitaux, ont une importante action sociale et pallient les défaillances de l'État dans de nombreux domaines. Les Églises protestantes gèrent également nombre d'activités cruciales pour la société congolaise – avec d'autant plus de visibilité que beaucoup d'entre elles sont regroupées au sein d'une même structure, cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération : l'ECC – l'Église du Christ au Congo. Du fait de leur poids au sein de la société, elles ont la capacité de faire évoluer les mentalités ; encore faut-il d'abord qu'elles évoluent elles-mêmes. Mais dans les Églises comme dans le reste de la société congolaise, les femmes restent bien souvent cantonnées à des places subalternes.

L'un des principaux frein au renforcement du rôle des femmes, et à leur accession à des postes d'encadrement au sein de l'ECC, est bien souvent leur manque de formation en théologie. Ce qui est un reflet de la situation de l'ensemble du pays, où les femmes ont un accès plus difficile à l'éducation. Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo. Au sein de la faculté de théologie, seules une quinzaine d'étudiants sont des étudiantes. Le Défap envisage de quasiment doubler ce nombre en proposant une douzaine de bourses, permettant de payer les frais liés aux études d'une douzaine de jeunes femmes.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

RDC : Microcrédits pour femmes en grande précarité



Participantes du projet de microcrédits soutenu par le Défap © Défap

Dans le sud du Kivu, en République démocratique du Congo, les guerres et les épidémies se succèdent depuis de nombreuses décennies. La société est toujours bouleversée par une extrême violence. Dans ce contexte sociopolitique difficile, ce sont les femmes qui assurent la subsistance de leurs familles par de petits travaux et de petits emplois. Ces activités les aident à faire face à la grande pauvreté et aux aléas conséquents de leur marginalisation.

Ce projet de microcrédits pour la création de petites activités génératrices de revenus vise le renforcement des capacités des femmes en grande précarité en vue de leur autonomisation à petite échelle. Ainsi, les moyens pour vivre au quotidien seront assurés grâce à la vente de farine, de poisson, de braise, dans l'objectif de nourrir leurs familles et de scolariser les enfants.

Ce projet, soutenu par le Défap pour la troisième année, avait déjà été présenté lors de la précédente édition de Hope 360 : [plus d'informations ici](#).

Nord Cameroun : surmonter le choc des inondations

Moins médiatisées que les inondations qui ont frappé une grande partie du Pakistan, celles qui ont ravagé plusieurs pays voisins du lac Tchad, et qui sont elles aussi directement attribuables au changement climatique, ont provoqué la fuite de populations qui se retrouvent encore aujourd'hui démunies. C'est le cas dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où une Église partenaire du Défap, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, a demandé de l'aide.



Champ de maïs ravagé par les inondations dans le Nord du Cameroun © EFLC/Défap

L'année 2022 aura sans doute été celle de la prise de conscience des ravages du réchauffement climatique. Plusieurs facteurs y auront contribué. Tout d'abord, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il n'est désormais plus possible d'ignorer, et leur ampleur défiant parfois l'imagination : c'est le cas des inondations qui ont frappé le Pakistan. Depuis la mi-juin 2022, il a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays. Il faudra des années pour reconstruire les infrastructures détruites (routes et ponts), reloger les populations, relancer les

cultures... Une crise emblématique qui a pesé sur l'inscription de la question délicate des « pertes et dommages » à l'ordre du jour de la 27ème Conférence des Parties, la COP 27, qui a réuni en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Mais face à ces catastrophes frappant tout un pays, d'autres restent moins médiatisées. C'est le cas des inondations qui ont touché les régions du Nord du Cameroun au cours de l'été 2022. Là encore, les effets du réchauffement climatique sont faciles à discerner. D'année en année, les dégâts de ces inondations survenant en cours d'été s'aggravent. Selon une étude du World Weather Attribution, les gaz à effet de serre ont multiplié par 80 la probabilité de pluies intenses dans cette région de l'Afrique entourant le lac Tchad – une région où se rejoignent les frontières de quatre pays : Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun. Dans ces divers pays, les eaux ont forcé à fuir plus de 1,4 million de personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares de récoltes.

Plusieurs mois après, des déplacés toujours privés de tout

Dans le Nord du Cameroun, le Défap est en lien depuis de nombreuses années avec une Église partenaire : l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans cette seule région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues se sont combinées pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui ont dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait fin septembre 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga. Ils étaient alors hébergés dans des familles d'accueil, dans des écoles ou dans des campements de fortune. Or depuis l'été, l'étendue des dégâts n'a pas vraiment permis à ceux qui avaient ainsi tout perdu de revenir sur leurs terres et de reprendre leurs

cultures. Et ces inondations se sont traduites à partir d'octobre par une résurgence de l'épidémie de choléra qui a affecté six districts de santé notamment Fotokol, Mada, et Makary dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava.

Face à l'ampleur des besoins, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a décidé de se concentrer sur quelques localités parmi les plus touchées. Elle a sollicité le Défap, qui, avec le soutien de Solidarité Protestante, va apporter une aide sous forme de vivres aux familles les plus vulnérables dans les localités de Watir-Guili et Kila. D'autres partenaires étrangers ont répondu à l'appel, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Surmonter le choc des inondations sera long. Et par endroits, les destructions des champs empêcheront pour plus d'une année la reprise des cultures.

« Le Caire, une ville fascinante, ambivalente... »

Premières impressions du Caire par Julien, envoyé par le Défap et l'ACO en Égypte pour une mission de service civique qui a commencé en septembre. Avec une double casquette : il doit à la fois apporter un soutien à l'enseignement du français au sein d'un établissement protestant, le New Ramses College, et aider les jeunes résidentes d'un foyer d'accueil de jeunes filles dans leurs devoirs.



Photo de repas avec les volontaires en Égypte : au premier plan à gauche Julien, et à droite Brigitte Colard, également envoyée de l'ACO. Au deuxième plan derrière Julien, Matthieu Busch, pasteur de l'Union des Églises Protestantes d'Alsace Lorraine et directeur de l'ACO. À l'arrière-plan au bout de la table, trois envoyés de l'Œuvre d'Orient © ACO/Défap

Cher Défap, chère ACO,

Je suis arrivé au Caire le 5 septembre, j'écris cette lettre de nouvelles le 5 décembre. Mon service civique au Caire a commencé depuis trois mois et je me suis bien habitué à ma nouvelle vie, à ma nouvelle ville. Le Caire est une ville fascinante, ambivalente sur bien des points, le dépaysement qui ne s'est pas encore tout à fait échappé, m'a pendant longtemps caché l'aspect extrêmement populaire de ces rues. Les bâtiments sont d'une architecture et d'une couleur inhabituelles mais ils sont aussi dégradés et bien souvent

vétustes. Les rues sont vivantes et habitées mais elles sont aussi cabossées et parsemées de déchets. Le pays possède une histoire plurimillénaire, avec son lot de pharaons, d'intellectuels précurseurs, de spiritualités multiples mais est désormais en proie à un régime dictatorial subtil dont la domination ne s'exprime pas dans la vie de tous les jours mais que l'on aperçoit furtivement dès lors qu'on cherche des médias indépendants ou que l'on s'intéresse aux perspectives de carrière d'un jeune Égyptien sans réseau.

Au milieu de ces dissonances, je travaille depuis un peu plus de deux mois, d'une part au New Ramses College (NRC), et d'autre part je me mets au service d'un foyer de jeunes filles situé non loin de chez moi, à hauteur de trois ou quatre après-midis par semaine.

Au NRC, je suis un Français plus qu'un professeur de français, j'aime mes collègues qui m'enseignent la vie en Égypte et avec qui tantôt je mange du kochari, tantôt je bois du café turc ou du thé. J'aime aussi les élèves car même s'ils ne sont pas faciles, je n'ai pas connu de plus grande satisfaction qu'un cours réussi, de la même manière qu'il n'y a rien de plus déprimant qu'un cours raté. Je crois qu'ils m'apprécient aussi et je sens que même les classes les plus difficiles commencent à aimer mes cours. Enseigner est un vrai apprentissage pour moi, chaque classe, chaque individu en fait, a ses spécificités et les méthodes d'enseignement doivent être flexibles. Le jeu est ma méthode d'enseignement privilégiée, ma flexibilité est d'adapter les jeux aux tranches d'âge et de faire attention aux retours de mes élèves, qu'il s'agisse de retours directs ou indirects.

Au foyer, je suis un Égyptien qui se fait passer pour un Français, la faute à mes origines algériennes probablement. La Sœur responsable du foyer est une personne exceptionnelle comme j'en ai rencontrées peu dans ma vie. Les filles sont merveilleuses, imaginez 80 gamines de 4 à 18 ans vivant en communauté, elles sont comme des sœurs les unes pour les

autres, elles s'aiment, se disputent, se font la tête, se rabibochent constamment. Je donne des leçons en français et en sciences à l'équivalent ici des CM1, CM2 et 6ème, pour un total de 11 élèves. Ici, on ne joue pas, on travaille, et on travaille beaucoup même ! Entre l'école et le soutien scolaire assurés par les volontaires, dont moi-même, les filles travaillent de 8h du matin à 8h du soir six jours sur sept. Alors même si on travaille on s'amuse aussi, on se fait des blagues, on se taquine en arabe ou en français parce que les filles sont bien meilleures en français que n'importe lequel de mes élèves au New Ramses Collège, même les plus vieux. Avec les filles, le plus attristant ce n'est pas quand elles ne vous écoutent pas ou qu'elles ne sont pas concentrées, le plus attristant c'est quand elles donnent l'impression qu'elles ne vous aiment pas. Cela donne une idée à quelle point la relation professeur/élève au foyer est différente de celle au NRC.

Sinon, je prends aussi des cours d'arabe depuis mon arrivée et je progresse bien, je dois dire que j'en suis assez fier. Je joue au foot une fois par semaine avec des amis et une petite équipe de tarot s'est également mise en place. Je fais même du théâtre d'improvisation, d'ailleurs avec la troupe nous nous sommes produits sur scène la semaine dernière. J'ai fait aussi quelques soirées depuis mon arrivée, j'ai même été au concert de Wegz une méga-star locale, mais je ne suis pas encore sorti danser et c'est bien la seule chose qui me manque !

Voilà pour les nouvelles, j'aime beaucoup ma vie au Caire. Marseille me manque un peu malgré tout, mais le week-end dernier j'étais à Alexandrie et voir la mer a rempli mon cœur de souvenirs, désormais me revoilà au Caire entre le sable fin et la poussière.

Julien